

« TENDANCES DE L'ORIENT »

L'armée syrienne a repris le contrôle de 80 % du territoire

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 21 JANVIER 2013



Affiche politique : « Le Peuple et l'Armée. Combattre ensemble le terrorisme et construire le futur de la Syrie ». Depuis la création des Forces de défense nationale (c'est-à-dire de milices populaires défendant leurs quartiers), on assiste à un spectaculaire renversement de situation en faveur de l'État syrien.

L'armée syrienne a repris le contrôle de 80 % du territoire

Par Ghaleb Kandil

Les rapports et les articles de presse occidentaux soulignent la débandade des gangs terroristes en Syrie et les dissensions qui minent leurs rangs. Dans le même temps, les façades politiques des oppositions syriennes, créées par l'Occident, sont en faillite.

Les derniers développements sur le terrain ont enregistré une

progression de l'Armée arabe syrienne (AAS), qui a repris le contrôle de nombreuses régions troublées et liquidé des bastions rebelles. Selon les informations parues dans la presse occidentales, les groupes terroristes, parrainés par la Turquie et les pétromonarchies du Golfe et manipulés par les États-Unis, ont massé des dizaines de milliers de terroristes multinationaux. Des milliers d'entre eux ont péri lors des offensives de l'armée, et des combats fratricides déchirent leurs rangs après leurs échecs stratégiques. Les reporters occidentaux « *embedded* » dans les groupes terroristes n'ont pas pu cacher cet état de déliquescence et les combats sanglants sur le partage du butin et des munitions, surtout provoqués par l'assèchement du financement. Des « *dissensions idéologiques et politiques* », encouragées par le Front qaïdite al-Nosra, qui veut liquider tous ses concurrents, ont lieu dans plus d'une région.

Les rapports occidentaux reconnaissent que l'État syrien a étendu son emprise sur de vastes zones, et contrairement à certaines informations, le gouvernement contrôlerait désormais 80 % du territoire et toutes les grandes villes et la campagne environnante. Les affrontements avec les gangs terroristes se concentrent dans la campagne proches de la frontière turque dans les provinces d'Idlib et d'Alep et certains bastions limitrophes du Liban, dans la campagne de Damas et de Homs.

La décision de créer des forces populaires supplétives de l'armée, appelées Forces de défense nationales, formées de réservistes, constitue un développement stratégique, dont on a commencé à constater les conséquences sur le terrain. À Alep, par exemple, 20 000 jeunes se sont enrôlés en une semaine dans les rangs de la Garde républicaine après l'autorisation accordée aux recrues de servir dans leurs régions d'origine.

Les Forces de défense illustrent l'unité nationale, un des facteurs nécessaires pour remporter la guerre contre le terrorisme.

Les rapports stratégiques occidentaux et israéliens assurent que l'armée syrienne, tout en résistant à la guerre terroriste, planifiée et financée par les puissances coloniales et impérialistes, a réussi à préserver intactes ses unités militaires chargées de faire face à toute offensive terrestre israélienne ou intervention étrangère. Elle a conservé ses capacités stratégiques de défense nationale.

En plus des capacités militaires de l'État syrien, les alliés de Damas ont intensifié et adapté leur aide multiforme dans le cadre d'une relation de partenariat pour conter-carrer les plans hégémoniques des États-Uniens et Occidentaux.

Le chef d'état major inter-armes russe a ainsi mis en garde contre toute intervention militaire étrangère en Syrie, qui provoquerait une catastrophe à l'échelle de toute la région. Le général Valery Girassimov a affirmé que son pays surveillait de près le déploiement des batteries de missiles *Patriot*, en Turquie. « *Nos partenaires ont annoncé que ces missiles ne seront pas utilisés, pour établir une zone d'exclusion aérienne, au-dessus de la Syrie* », a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion du Conseil Russie-Otan à Bruxelles. « *La position de la Russie consiste à laisser aux Syriens le soin de résoudre la crise, et Moscou rejette toute ingérence étrangère, qui pourrait s'avérer catastrophique, pour la région* », a-t-il ajouté.

L'Iran, de son côté, a exécuté son engagement à soutenir le gouvernement et le peuple syrien, à travers la signature d'un accord permettant à Damas d'emprunter à l'Iran jusqu'à un milliard de dollars à des taux d'intérêts préférentiels.

Confrontés à ces réalités incontournables, les Occidentaux sont à la recherche d'une stratégie de repli mais refusent encore d'admettre leur défaite.

Aussi, les prochains mois seront-ils riches en développements, caractérisés par le renforcement de l'emprise de l'État syrien sur l'ensemble du territoire et le recul des terroristes. Cette équation inévitable contraindra Washington à accepter les mécanismes de fin de la violence, qui passent forcément par l'arrêt du financement et de l'armement des groupes terroristes.

La tendance au Liban

Qui a voulu assassiner Fayçal Karamé ?

Par Pierre Khalaf

Le ministre libanais de la Jeunesse et des Sports, Fayçal Karamé, héritier politique d'une des grandes familles sunnites et partisan acharné de la Résistance anti-israélienne, a échappé vendredi 18 janvier 2013 à une tentative d'assassinat, qui a fait cinq blessés parmi ses gardes du corps. Selon M. Karamé, cet attentat visait à déstabiliser la ville de Tripoli.

L'attaque s'est produite à proximité de la Place al-Nour, où les familles et les proches des extrémistes islamistes libanais tués à Tall Kalakh, en Syrie, observaient un sit-in. Des tirs nourris et une explosion ont éclaté au passage du convoi. Un tout-terrain a pris feu après avoir été atteint de plein fouet par une grenade. Dès l'annonce de la nouvelle, une foule de partisans en colère des Karamé se sont dirigés vers la demeure familiale, où l'Armée libanaise a déployé des renforts pour prévenir tout incident.

M. Karamé a déclaré qu'il ne pouvait accuser « *personne pour l'instant* ». « *Notre famille a offert un martyr [son oncle, Rachid Karamé, assassiné en 1987 alors qu'il était Premier ministre par le chef des Forces libanaises, Samir Geagea a été reconnu coupable du meurtre] pour le Liban et le fera encore* », a-t-il affirmé. Selon M. Karamé, l'objectif de cette attaque est de « *déstabiliser la situation dans le pays, et plus particulièrement la sécurité de la ville de Tripoli* ». « *J'étais dans ma voiture lorsque des tirs ont éclaté de toute part. Puis une roquette Energa a été tirée contre une des voitures du convoi qui a pris feu totalement. Cinq de mes chababs [hommes] ont été directement touchés. Je ne sais pas si nous pouvons appeler cet incident autrement qu'une tentative d'assassinat* ». Appelant ses partisans au calme et à la retenue, le ministre a indiqué que « *certains veulent plonger le pays dans la guerre civile.* » « *Il faut préserver la sécurité de Tripoli car nous n'avons d'autres choix que de vivre dans notre ville. On m'a pris pour cible car je représente la voix de la modération et je dis toujours que Tripoli n'appartient pas aux extrémistes* », a encore dit M. Karamé.

Le ministre de l'Intérieur Marwan Charbel a déclaré que le dérapage de la situation sécuritaire au Liban est lié à des facteurs externes, ce qui explique que l'État libanais ne puisse pas contrôler totalement la situation. « *Nous sommes confrontés à la pire crise depuis 1948. Nous n'avons d'autre choix que la solidarité pour*

faire face à cette situation », a-t-il ajouté. M. Charbel a assuré que les assaillants seront tous arrêtés. « *Plus nous tardons à maîtriser la situation sécuritaire dans la ville, plus les politiciens auront du mal à y contrôler les éléments armés* ».

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République

« Certains ont été jusqu'à blâmer ceux qui avaient appuyé le projet qu'ils avaient eux-mêmes approuvé, plutôt que de le défendre. Il faut que cessent les voix qui affirment que le président de la République s'est désolidarisé du consensus chrétien. Sans l'avis du président de la République, on ne peut parler de consensus chrétien. Le seul reproche qu'on puisse faire au chef de l'État, c'est de se désolidariser du consensus national. Les élections doivent se tenir à la date prévue et tous doivent coopérer afin qu'une loi électorale soit mise au point. Il est extrêmement honteux que l'on n'y parvienne pas, pour une fois que cette loi peut être élaborée sans tutelle. »

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

« Le dossier de la loi électorale ne se résume pas dans le fait que c'est simplement un nouveau texte qui devrait être discuté sur le plan du consensus national. Il s'agit d'une affaire de droits politiques mentionnés par la Constitution. La loi électorale est une façon de mettre en pratique la Constitution afin que les droits de tous soient préservés. Les droits politiques obéissent aux textes juridiques et constitutionnels en vigueur et non au vote. »

Nabih Berry, président du Parlement libanais

« Je ne suis pas avec le projet grec-orthodoxe [réforme de la loi électorale, instituant un vote par communauté confessionnelle] pour son concept, mais parce qu'il a l'aval des parties chrétiennes. Nous devons tenir compte de ce qui rassure les chrétiens, car si nous ne le faisons pas, nous musulmans, chiïtes et sunnites, nous serons en train de porter un coup à l'unité nationale. Nous ne pouvons pas vivre les uns sans les autres. Nous n'appartenons pas

à des ethnies différentes. Donnez-moi une seule famille libanaise qui n'ait pas des proches dans plusieurs confessions. Notre problème, ce ne sont pas les confessions, mais le confessionnalisme. Nous devons en tout cas tenir compte du sentiment des chrétiens, et la meilleure loi est celle qui obtient l'aval de tous les Libanais. »

Amine Gemayel, ancien président de la République, (14-Mars)

« Je refuse le désespoir et le Liban a les moyens d'évoluer vers l'avenir. C'est la première fois que les Libanais doivent s'entendre sur une loi électorale sans intervention étrangère, alors qu'au cours des années précédentes, il fallait se rendre à Taëf, Doha ou ailleurs. La loi de 1960 est une injustice flagrante pour les chrétiens. Nous sommes ouverts à toutes les propositions à condition qu'elles assurent une représentation chrétienne équitable. »

Événements

- Le quotidien *Al-Akhbar* rapporte que le responsable du Courant du futur (CDF) à Beyrouth, le général à la retraite Mahmoud al-Jamal, se penche de nouveau sur la structure militaire du CDF dans la capitale. Dans ce cadre, M. al-Jamal a tenu, il y a une semaine, une réunion de concertation avec 18 hauts responsables du CDF dans les régions de Tarik Jdidé, Aïcha Bakkar et Mulla, en présence d'anciens partisans du Mouvement Fatah.

- Lors de 44e session du Conseil des ministres arabes de l'Information, au siège de la Ligue arabe au Caire, le ministre l'Information, Walid Daouk, a réaffirmé le refus du Liban de suspendre la diffusion de la télévision al-Manar et de la radio al-Nour (Hezbollah) sur satellites, puisqu'elles sont soumises aux lois et à la souveraineté libanaises. M. Daouk a indiqué que certains pays arabes avaient réclamé la suspension de la diffusion de médias libanais par les satellites Arabsat et Nilesat, mais il s'est félicité d'avoir pu atteindre un dénouement positif.

- Selon le quotidien libanais *Ad-Diyar*, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, ne vit pas dans un sous-sol.

Cette idée répandue ne relève que d'une propagande israélienne. Il lui arrive de se balader en plein jour. Toutefois, il n'a pas un domicile fixe. Ses camarades au sein du commandement du parti lui ouvrent les portes de leurs maisons. Il en choisit une à la dernière minute pour y passer la nuit à l'insu de tous, sauf ses deux ou trois gardes du corps.

- Le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, a affirmé que la Russie avait promis son aide pour résoudre la crise des réfugiés syriens au Liban. « *Moscou contribuera financièrement et politiquement pour résoudre la crise des réfugiés syriens au Liban* », a déclaré M. Joumblatt à l'issue d'un entretien à Moscou avec le chef de la diplomatie russe Sergei Lavrov. « *Il n'y a pas d'alternative au dialogue au Liban. Le dialogue national est le seul moyen de permettre au pays de dépasser la crise. Personne ne peut supprimer l'autre au Liban* », a-t-il dit.

- Le quotidien *An-Nahar* rapporte qu'un groupe de voyageurs libanais qui transitaient par un aéroport turc a été victime d'« *exactions à caractère raciste* » parce qu'il transportait des symboles religieux chrétiens. Jacinthe Francis, qui revenait d'un voyage de pèlerinage à Medjugorje, en Bosnie-Herzégovine, en compagnie d'un groupe d'amis, affirme avoir déjà subi ces mauvais traitements, en avril dernier, lorsqu'un agent de sécurité lui avait confisqué des statuettes représentant la Vierge Marie sous prétexte qu'il est interdit de les transporter à bord de l'avion. Pour éviter ce genre de problème lors de son dernier voyage, elle a placé les symboles religieux dans ses bagages dans la soute, après les voir bien enveloppés. À son arrivée à Beyrouth, elle a découvert que les statuettes avaient été brisées.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 18 janvier 2013)

Mohammad Ballout, correspondant en France

L'administration française a fait un pas supplémentaire sur la voie qui fera de l'affaire Georges Ibrahim Abdallah une crise franco-

libanaise par excellence, suite à des pressions états–uniennes explicites. Il est en effet difficile d'expliquer la prise de position française autrement que par la soumission aux pressions US, ainsi que par les velléités de vengeance politique aussi bien chez les États–uniens que chez certains membres du gouvernement français, au mépris de toute justice et de toute application de la loi. Sinon, comment expliquer que la ministre française de la Justice Christiane Taubira ait attendu une semaine entière avant d'appeler à la rescousse la Cour de Cassation pour réexaminer le verdict de la Cour d'appel en faveur de la libération de Georges Abdallah. Une semaine est un délai relativement long dans une affaire aussi importante.

Pour refermer la porte de la cellule de Georges Abdallah, la requête du ministère de la Justice via le Parquet, réclamant la saisine de la Cour de Cassation, a coïncidé avec une seconde requête qui fait appel du délai imparti au ministère français de l'Intérieur en demandant qu'il soit considéré comme nul et non avenu. Le Parquet indique dans un communiqué qu'à ses yeux, la Cour d'appel aurait dû déclarer la demande de libération conditionnelle de Georges Abdallah irrecevable, compte tenu de l'absence d'arrêté d'expulsion, préalable indispensable à l'examen de cette demande. Cette double charge judiciaire française rend hautement improbable une sortie de prison de Georges Abdallah dans un proche avenir. Elle ferme également la porte à toute intervention officielle politique libanaise : le dossier a de nouveau été remis entre les mains des autorités judiciaires, après avoir pris, une semaine durant, les allures d'un dossier purement politique dont le sort dépendait du ministre de l'Intérieur Manuel Valls. Les partisans d'Abdallah ne pourront donc plus accuser la France de le maintenir en détention pour des raisons politiques. Plus encore, le gouvernement français et les détracteurs de Georges Abdallah sont désormais en mesure de s'abriter de nouveau derrière la justice française en affirmant qu'il est impossible de s'exprimer sur cette affaire avant que la Cour de Cassation n'ait rendu son verdict.

Les contacts libano–français engagés ces dernières heures ont, quoi qu'il en soit, révélé des divergences au sein du gouvernement français dans ce dossier. Le Ministère des AE était en effet enclin à partager le point de vue appelant à expulser Georges Abdallah et à

ne pas compromettre les relations entre la France et le Liban. Le Ministère de l'Intérieur n'était pas sur la même longueur d'onde. Ce ministère est conduit par Manuel Valls, l'un des faucons de la droite du Parti socialiste, partisan inconditionnel d'Israël.

Le ministère français des AE craint une intensification du mouvement de contestation, dénonçant le maintien en captivité de Georges Abdallah et de la campagne appelant à sa libération devant les ambassades et les Instituts français au Liban, en Palestine et en Jordanie. Des sources diplomatiques françaises redoutent en effet des menaces sécuritaires en l'absence d'un déblocage judiciaire du dossier, après des appels à l'expulsion de l'ambassadeur de France au Liban et le début d'un sit-in devant sa résidence à Beyrouth.

Entre-temps, les autorités libanaises poursuivent leurs contacts avec le ministère français de l'Intérieur, mais ce dernier a ajourné une rencontre avec un responsable libanais qui devait avoir lieu la semaine dernière pour débattre de ce dossier. L'Élysée et ce ministère devraient recevoir un responsable libanais qui suit le dossier de près, mais il ne pas céder à un optimisme excessif, les contacts pouvant ne pas déboucher sur des résultats positifs.

As-Safir (15 janvier 2013)

Daoud Rammal

Un haut responsable libanais qui a visité la France vers la fin de l'année dernière, où il s'est entretenu avec le président François Hollande, a présenté à ses proches la vision française sur le dossier syrien. Selon lui, « *la France a été surprise par le fait que le président syrien Bachar al-Assad, son régime et son armée, aient pu résister aussi longtemps. La France reconnaît avoir perdu le pari sur la chute d'Assad, et en 2013, elle compte adopter une nouvelle approche qui prendra en considération la détermination d'Assad, la cohésion de son armée et l'influence grandissante des salafistes et d'Al-Qaïda en Syrie, qui menace sérieusement les pays européens* ».

Ces informations rejoignent celles rapportées au *Safir* par un haut responsable libanais qui entretient une relation d'amitié avec les dirigeants français. Cette personnalité rapporte la version suivante des faits : « *Dès l'éclatement de la contestation populaire en Syrie il*

y a près de deux ans, Nicolas Sarkozy était encore président de la République. Quatre mois plus tard, alors que ce mouvement dégénérait rapidement en confrontation armée, j'ai rencontré Sarkozy, auquel je suis lié par une amitié, et l'ai interrogé sur sa vision de ce qui se passait en Syrie et de l'avenir de ce pays. Il répondit laconiquement qu'il n'y aura ni vainqueur, ni vaincu. Sarkozy voulait dire que le président syrien et les piliers de son régime, ainsi que les figures de l'opposition se retrouveront autour d'une table ronde sous l'égide de Washington, de Paris, de Moscou et de Berlin, en présence des pays influents de la région : la Turquie et l'Iran. Il y a deux semaines, j'ai de nouveau rencontré l'ancien président Sarkozy à Paris, et cherché à savoir s'il maintenait l'analyse dont il m'avait fait part il y a près de deux ans au sujet de la Syrie. Il me répondit sans cacher son étonnement : Et qu'est-ce qui a donc changé en Syrie ? Au contraire, étant donnée l'évolution dramatique des opérations militaires, qui illustre l'incapacité de l'un et l'autre des deux camps à trancher et à l'emporter de manière claire et définitive, je suis encore plus convaincu de ce que je vous avais dit il y a deux ans au sujet de l'évolution des événements en Syrie ». Et Sarkozy d'ajouter : « La seule nouveauté intervenue depuis notre rencontre à l'Élysée, il y a près de deux ans, c'est que des parties libanaises, par ignorance ou avec préméditation, se sont impliquées dans les événements en Syrie. C'est une grave erreur qu'il va falloir rectifier. Il faudra renouer avec la position officielle libanaise, celle de se dissocier de ces événements pour éviter leurs retombées sur le Liban. »

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Khalil Fleihane (18 janvier 2013)

À chaque fois que les États-Unis interviennent dans un dossier concernant le Liban, ils le font à ses dépens. Les exemples sont nombreux. Dans ce cadre s'inscrit le refus par les États-Unis de faire pression sur Israël dans le dossier des ressources maritimes du Liban en vue de porter Tel-Aviv à mettre fin à sa mainmise sur 850 km² de l'espace maritime libanais renfermant d'importantes ressources gazières et pétrolières. Par ailleurs, l'intervention de Washington dans l'affaire de Georges Ibrahim Abdallah en est un autre exemple. Ceci soulève plusieurs interrogations quant aux

motifs qui sous-tendent la décision du maintien en détention d'un prisonnier qui fut incarcéré pendant 29 ans. Quelles que soient les explications données par la justice concernant la décision du report de la libération de Georges Abdallah, il reste que pour les partisans de l'ancien militant libanais, elles sont liées aux pressions exercées par les États-Unis sur la France.

An-Nahar (17 janvier 2013)

Rosanna Bou Mouncef

Des données ont circulé dans les milieux politiques sur des délais bien définis, ne dépassant pas les six premiers mois de l'année pour le départ du président syrien Bachar al-Assad. Mais les pays occidentaux, notamment européens, ont abandonné ces délais et cessé de faire des pronostics sur l'approche de la chute du régime, de son effondrement, ou encore sur le fait que ses jours sont comptés, après que toutes ces prévisions se soient avérées imprécises. Ces États ne cachent pas leur déception à l'égard de l'administration états-unienne et attendent que le président Barack Obama entame officiellement son second mandat et que le nouveau secrétaire d'État, John Kerry, s'installe, afin que les contours de la période à venir s'éclaircissent, ainsi que les intentions de l'administration. Mais beaucoup craignent que ces échéances ne soient pas décisives.

Des sources concernées affirment que les pays européens ne cachent pas leur mécontentement du fait que leur rôle soit relativement marginalisé dans le dossier syrien, d'autant que cette région revêt une grande importance pour l'Europe en raison de sa proximité géographique. Ces États, notamment la France, ont tenté de faire adopter certaines mesures, dont la reconnaissance de la Coalition nationale syrienne comme représentant légitime unique du peuple syrien, en nommant un ambassadeur de l'opposition à la place de celui du régime. Cette mesure aurait dû être généralisée et développée dans des pays arabes et occidentaux. Mais cela n'a pas eu lieu, bien que des États influents aient poussé dans cette direction après la réduction du nombre de cartes qu'ils avaient contre le régime syrien.

Ces mêmes sources craignent que désormais, toute l'attention et les efforts soient portés sur l'aspect humanitaire de la crise

syrienne, pour compenser moralement et politiquement l'incapacité à agir sur d'autres tableaux.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 18 janvier 2013)

Firas Choufi

Les questions qui unissent le Hezbollah et le président de la République, Michel Sleiman, sont plus importantes que celles qui les séparent. La protection du Liban des répercussions de la crise en Syrie arrive en tête des priorités des deux parties. « *Pas de commentaire* ». Telle est la réponse donnée par les responsables du Hezbollah à la question de savoir comment est la relation entre le parti et le chef de l'État. Toutefois, les milieux de Baabda sont optimistes quant au développement positif des relations. Ils affirment que la visite effectuée par le chef du Bloc de la Fidélité à la Résistance, Mohammad Raad, à Sleiman, était très cordiale et a pavé la voie au rapprochement des points de vue entre les deux parties, concernant notamment les questions suivantes : maintien de la politique de dissociation à l'égard de la crise syrienne et entente sur une nouvelle loi électorale équitable. Face à la réticence tant du Hezbollah que du président de la République à s'exprimer sur la nature des relations qui existent entre eux, des hommes politiques du 8-Mars donnent leur propre lecture des choses. Ils disent que les liens entre la Résistance et Sleiman sont bonnes en général, toutefois les dernières positions du président à l'égard du dossier syrien ont creusé le fossé entre le Palais de Baabda et la Banlieue sud. Ces sources poursuivent que les prises de position de Sleiman étaient fondées sur les informations qu'il recueillait auprès des ambassadeurs occidentaux en poste au Liban sur la situation en Syrie –des informations qui disaient que le régime Assad est en passe de chuter. Le temps est capable de combler le fossé qui s'est creusé entre le Hezbollah et le chef de l'État. La Syrie a réuni sur la ligne Baabda–Banlieue Sud ce que les ambassades ont voulu séparer.

Al-Akhbar (18 janvier 2013)

Nasser Charara

Samedi dernier, le président du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joumblatt, a accueilli dans son palais de Moukhtara les

ambassadeurs arabes accrédités à Beyrouth pour évoquer avec eux les développements au Liban et dans la région. Cette une habitude du député du Chouf, qui aime maintenir ses relations avec le monde, notamment avec les grands pays, est un héritage qui remonte à l'époque des consuls.

Mais la dernière rencontre ne s'est pas déroulée comme le souhaitait le chef du PSP, qui voulait saisir cette occasion pour taper à la porte de l'Arabie, sous prétexte que son ambassadeur fait partie des invités. Cependant, cette ruse n'a pas marché car l'ambassadeur saoudien, Ali Awad el-Assiri, a boycotté la rencontre. Mais la grande surprise est venue du fait que l'ambassadeur du Qatar, Saad Ali Hilal Mouhannadi non plus n'est pas venu. La déception de Joumblatt s'est transformée en désespoir.

Un ambassadeur qui était présent a estimé que l'Arabie saoudite commet une erreur en poussant à ce point le boycott de Joumblatt, qui fait preuve d'une grande patience en attendant que le royaume revienne sur sa position. Selon des informations, Joumblatt s'attendait ces dernières semaines à entendre la sonnerie de son téléphone pour lui apporter la nouvelle d'une invitation en Arabie saoudite. Mais cela ne s'est pas produit, ce qui l'a poussé à avancer la date de sa visite à Moscou, que lui avait transmis le vice-ministre russe des AE, Mikhaël Bogdanov. Selon l'ambassadeur, c'est dans ce contexte que Joumblatt a décidé de se rendre à Moscou, pour réhabiliter sa relation avec la Russie, car il est sûr que ses tentatives de se rabibocher avec Riyad seront vouées à l'échec pour une longue période. Le diplomate a ajouté que lors d'une conversation téléphonique avec l'ancien vice-président syrien Abdel Halim Khaddam, au milieu de l'été dernier, le chef du PSP s'était plaint de la négligence avec laquelle il est traité par l'Arabie saoudite. Khaddam lui a conseillé la patience, l'informant que le prince Bandar Ben Sultan lui avait assuré que « *la fin d'Assad était proche* ». Joumblatt lui aurait répondu nerveusement : « *Quand je vous entends et que j'entends les Saoudiens, j'ai l'impression qu'Assad va tomber demain matin. Mais lorsque j'évalue la situation, je sens que nous allons tous tomber avant lui* ». Le seigneur de Moukhtara avait affirmé se sentir en danger, après que l'ambassadeur russe à Beyrouth l'eut informé qu'il ne pouvait plus

lui apporter une protection. L'ambassadeur pense que Joumblatt se rend à Moscou pour, justement, essayer de récupérer cette protection.

Al-Akhbar (18 janvier 2013)

Léa Kazzi

Ici Maarab, la forteresse des Forces libanaises. À l'intérieur de cette citadelle se trouve une ruche active nuit et jour. Son activité se caractérise par le plus grand secret et ses ordres, elle ne les reçoit que de Samir Geagea (...) qui a pris l'habitude, depuis le début de sa vie (militaire puis politique) de travailler à la manière des services de renseignement. Une organisation de fer, qui repose sur des militants employés à plein temps. Samir Geagea aime l'Occident, et son organisation est construite sur le modèle états-unien appelé « *Dealing desk system* » : une large base avec une seule tête. Des départements différents dirigés par une seule personne, directement lié à Geagea, ce qui lui permet d'intervenir dans le travail de chacun d'eux et de les surveiller... tel est le principe de l'inspection.

Des développements sécuritaires ont tout chamboulé à Maarab : la « *tentative d'assassinat* » de Geagea et le meurtre du général Wissam al-Hassan. Il n'est plus étonnant de voir des kalachnikovs partout et des chiens policiers qui fouillent les voitures. Le nombre d'officiers a augmenté et deux nouveaux capitaines ont été détachés à Maarab, l'un d'eux se nomme Ziad Kamel, en plus du commandant Talal Abou Younès de la Sûreté de l'État. L'unité spéciale chargée de protéger sa maison compte 63 militaires et 120 membres des Forces libanaises. 30 à 40 d'entre eux se relaient en permanence pour monter la garde et effectuer des patrouilles. *Al-Akhbar* avait obtenu de WikiLeaks un câble de l'ambassade US à Beyrouth (9 mai 2008) dans lequel Geagea affirme être en mesure de mobiliser entre 7 et 10 000 miliciens qui ont besoin d'armes. Le responsable de sa garde personnelle s'appelle François Abi Rached et le chef de son convoi est Tony Arida, qui apparait derrière lui sur toutes les photos. Samir Geagea et son épouse ont peur. Ils ne mangent que la nourriture préparée par leur cuisinier et lui ne boit que de sa bouteille pressurisée, qu'il serre dans sa main pour s'assurer qu'elle n'a pas été ouverte.

Cette organisation de fer ne comporte qu'une seule faille : l'influence de Sethrida Geagea [épouse de Samir Geagea et députée de Bécharré], qui provoque une sorte de dualité dans le travail des départements.

Al-Akhbar (17 janvier 2013)

Nasser Charara

Dans la nuit du jeudi au vendredi 7 décembre 2012, les forces salafistes de Tripoli avaient rendez-vous avec la « *grande décision* » de prendre d'assaut la région de Jabal Mohsen. Cette attaque générale a effectivement débuté mais elle s'est arrêtée après l'intervention ferme de l'Armée libanaise et les messages militaires adressés par la région visée par l'offensive. Cet assaut a permis de constater les effectifs importants et l'organisation des forces salafistes, et de découvrir le type d'armements et d'équipements dont elles disposent. Ce qui s'est produit le 7 décembre peut être appelé, selon des sources informées, la « *nuit où le géant salafiste est sorti de son cocon* », levant ainsi le voile sur ses structures militaires et sécuritaires. Sur décision locale et régionale, il a été décidé d'étouffer les développements de cette nuit-là, et d'éviter d'en parler dans les sphères politiques, afin de continuer à focaliser sur le « *danger* » de la Résistance.

Les détails des événements de la nuit du 7 décembre dévoilent deux types d'indices : d'abord, la décision de prendre d'assaut Jabal Mohsen et d'assassiner le chef du parti arabe démocratique, Rifaat Ali Eid, ou de le capturer. Ensuite, l'importance, en hommes et en équipements, du dispositif salafiste, qui est apparu au grand jour pour l'assaut.

Les mêmes sources ajoutent que si cet assaut avait été mené jusqu'au bout pour anéantir Rifaat Eid, ses conséquences auraient été d'une telle gravité que tout le Mashreq, du Liban à la Turquie en passant par la Syrie, aurait été précipité dans les affres d'une confrontation sectaire d'une violence sans précédent.

Al-Akhbar (16 janvier 2013)

Les renseignements de l'Armée libanaise ont arrêté un élève-officier en troisième année à l'école militaire, censé faire partie de la promotion d'août prochain. Des informations sur une relation entre ce militaire et une organisation terroriste basée dans le camp

palestinien d'Aïn el-Héloué sont à l'origine de son arrestation. Selon des sources bien informées, l'élève-officier a été recruté par un proche de l'émir de cette organisation, qui lui a fait miroiter le Jihad. L'arrestation a été qualifiée de « *préventive* », car la relation était encore à ses débuts entre le suspect et l'organisation, qui ne lui pas demandé d'entreprendre un quelconque acte hostile. Il s'agit de la deuxième tentative d'infiltration de l'armée par des organisations terroristes découverte en un an. Les SR militaires avaient déjà arrêté un élève-officier qui communiquait avec les Brigades Abdallah Azzam, affiliées à Al-Qaïda. Il a été libéré après avoir été emprisonné pendant des mois, car il n'avait commis aucun acte terroriste, mais il a été chassé de l'institution militaire.

Al-Akhbar (16 janvier 2013)

La séance parlementaire des droits de l'Homme, à laquelle a assisté l'ancien ministre français de la Justice, Robert Badinter, a été marquée par un vif échange entre lui et le député Nawaf Moussaoui. Le juriste, qui était ministre de la Justice au moment de l'arrestation en France du militant Georges Ibrahim Abdallah, en 1984, a fait l'éloge de la démocratie en France, tout en invitant le Liban à emboîter le pas à Paris et à abolir la peine de mort. M. Moussaoui a répliqué que l'abolition de la peine de mort pourrait se discuter, mais que la France ne devait pas donner de leçons de morale aux Libanais au moment où elle se livre à des exécutions collectives à travers les invasions extérieures, et légitime les assassinats commis par Israël. Badinter a alors considéré que les États avaient le droit de lancer des invasions et de commettre des assassinats pour préserver leur sécurité.

Al-Hayat (Quotidien panarabe à capitaux saoudiens, 18 janvier 2013)

Un dirigeant chrétien du 14-Mars, qui appuie le projet orthodoxe, a répondu aux reproches exprimés par ses alliés sur le fait que ce projet risque de provoquer la dislocation de cette coalition. « *Les grandes causes qui nous ont réunies sont autres que la loi électorale, qui a toujours donné lieu à des répartitions des parts et à l'exclusion de certaines figures au profit d'autres personnalités qui, souvent, n'étaient pas représentatives* », a déclaré ce responsable chrétien. « *Le Liban d'abord, la souveraineté, la*

position à l'égard des armes illégales, un Liban libre et démocratique et l'amour de la vie, sont les causes qui ont rassemblé les forces du 14-Mars », a-t-il ajouté.

Cette même source a défendu la position des chefs du Parti Kataëb et des Forces libanaises, Amine Gemayel et Samir Geagea, dans leur soutien au projet orthodoxe. « *Ils ne peuvent pas revenir à la loi de 1960 [en vigueur lors des élections de 2009] car elle n'assure pas une bonne représentation chrétienne et ne jouit pas d'une unanimité chrétienne* », a poursuivi ce responsable du 14-Mars avant d'ajouter : « *MM. Gemayel et Geagea ont informé leurs alliés qu'ils ne pouvaient plus accepter la loi de 1960 et qu'il faut trouver une loi de substitut. Le chef du bloc de la réforme et du changement, Michel Aoun, a réussi à convaincre ses alliés de soutenir le projet orthodoxe mais les Kataëb et les Forces libanaises n'ont pas pu assurer une majorité parlementaire au projet des 50 circonscriptions. Il ne reste que le projet orthodoxe qui jouit d'une majorité parlementaire. MM. Gemayel et Geagea doivent-ils se suicider politiquement ou doivent-ils permettre au Hezbollah de rafler les voix chrétiennes dans les circonscriptions où le 8 et le 14-Mars s'affronteront ?* »

Al-Hayat (16 janvier 2013)

Randa Takieddine, correspondance de Dubaï

Le président français François Hollande a estimé que l'Iran, qui soutient le président syrien Bachar el-Assad, devrait « *réfléchir à ce que signifierait l'effondrement* » de son régime, en réponse à une question lors d'une conférence de presse à Dubaï. Il a rappelé à propos de l'Iran que « *la principale préoccupation concerne le nucléaire* », appelant ce pays à « *respecter ses obligations* » en la matière.

Par ailleurs, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a déclaré que la délégation française aux Émirats a évoqué le dossier syrien avec les autorités émiraties, et « *relevé une conviction commune aux deux parties, portant sur la nécessité d'une chute rapide du régime d'Assad* » tout en soulignant le « *danger* » de la situation actuelle si elle perdure, à savoir « *l'accroissement des risques d'extrémisme en Syrie* ». Le chef de la diplomatie française a par ailleurs annoncé à *Al-Hayat* avoir convié

plusieurs pays influents à une réunion le 29 janvier à Paris afin de soutenir la coalition de l'opposition syrienne et les démarches de son président Moaz al-Khatib. Il a expliqué que les Émirats assisteront à cette réunion, qui ne sera pas une réunion des amis de la Syrie mais plutôt une rencontre restreinte pour débattre de l'appui à cette coalition à tous les niveaux.

Une source française informée avait rapporté que l'émissaire international Lakhdar Brahimi était sur le point de préparer un rapport au Conseil de sécurité, et qu'il se concentrait actuellement sur le travail à entreprendre avec la Russie. Cette source a démenti toute volonté de démission de Brahimi après le discours d'Assad et les critiques dont il avait lui-même fait l'objet.

Sur un autre plan, le Premier ministre syrien Waël Al-Halqi est arrivé en Iran pour discuter des relations bilatérales et d'un plan de paix proposé par le président syrien.

L'Orient-Le Jour (16 janvier 2013)

Khalil Fleinahe

Tant le chef de l'État Michel Sleiman que le ministre des Affaires étrangères Adnane Mansour ont évoqué tour à tour avec l'ambassadeur de France Patrice Paoli le dossier Georges Ibrahim Abdallah, et précisément le report de la libération de cet activiste emprisonné en France depuis près de trente ans.

Ce report a provoqué « *un gros choc* » à tous les niveaux, officiel et populaire, et c'est bien la première fois, ou presque, que le consensus et les appels à sa libération immédiate sont aussi unanimes et forts. Georges Abdallah devait être libéré lundi dernier, mais cet élargissement a été gelé par une décision administrative prise par le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls.

Au cours de leur entretien hier au palais Bustros, Adnane Mansour a demandé à Patrice Paoli s'il était « *possible de convaincre n'importe quel Libanais que le gel de la libération de Georges Abdallah n'était pas éminemment politique* ». Le chef de la diplomatie a réaffirmé à l'ambassadeur français combien le Liban tient à des relations « *fraternelles* » avec la France, mais tient aussi à « *tourner une page* ». « *Nous ne nous sommes jamais ingérés à la base dans les affaires judiciaires françaises et nous ne souhaitons*

pas que la politique interfère dans le judiciaire, a martelé M. Mansour. *La crédibilité de la France est en jeu* », a-t-il estimé, en allusion notamment aux accusations lancées contre Paris.

Les sources du ministère des Affaires étrangères espèrent que « *le fin mot de l'histoire ne sera pas la perpétuité pour l'activiste libanais* ». « *Comment peut-on passer outre le fait que les autorités françaises ont demandé à son avocat de se rendre à la prison pour accompagner Georges Abdallah jusqu'à l'aéroport, d'où il se serait envolé pour Beyrouth, muni du visa délivré à cet effet par l'ambassade du Liban à Paris ? Pourquoi Manuel Valls s'est-il opposé à cette libération ? Que s'est-il passé ? Changera-t-il d'avis dans 12 jours ?* » s'interrogent encore ces sources.

En attendant, M. Paoli s'est plaint auprès de M. Mansour de la tente dressée par les manifestants pro-Abdallah devant l'ambassade de France, demandant à ce qu'elle soit déplacée parce qu'elle « *gêne la bonne marche* » du travail à la chancellerie. Il n'en reste pas moins que l'ambassadeur de France a assuré ne pas être irrité par les manifestants et qu'il comprend leurs motivations.

L'Orient-Le Jour (15 Janvier 2013)

Scarlett Haddad

Depuis quelques semaines, le dossier des déplacés syriens est en tête des préoccupations politiques, officielles et médiatiques. Le gouvernement multiplie les réunions pour tenter de traiter ce dossier, la classe politique se lance allègrement des accusations sur le sujet, et les médias enchaînent reportages et analyses sur l'impact de la présence de ces déplacés sur la scène locale. Mais tout ce tapage cache en réalité la véritable crainte au sujet de l'afflux de réfugiés palestiniens venus du camp de Yarmouk. Selon les chiffres officiels, ils seraient 13 000, dont la plupart seraient des femmes et des enfants. Mais cela signifie aussi qu'il y a parmi eux des combattants qui seraient enrôlés sous la bannière du Hamas. Ces combattants seraient répartis entre les camps du Nord, de Beyrouth et du Sud, et leur présence risque de renverser le fragile équilibre qui règne dans les camps via les comités regroupant des représentants des différentes organisations. Déjà un incident sanglant a eu lieu il y a quelques jours au camp de

Bourj Brajneh dans la banlieue de Beyrouth, et s'il a été rapidement circonscrit, le feu n'en continue pas moins à couvrir sous la cendre. On se souvient en effet que le mouvement Hamas a tenté par le passé à plusieurs reprises de contrôler les camps, tantôt militairement, tantôt à coup d'aides sociales, éducatives et médicales. Mais il s'est toujours heurté au Fateh, implanté depuis des années dans les camps du Liban qu'il considère d'ailleurs comme une de ses principales cartes dans toute négociation avec l'État libanais. Depuis l'éclatement des événements en Syrie, les camps palestiniens du Liban sont devenus un enjeu majeur, à la fois pour ceux qui appuient l'opposition syrienne et pour ceux qui soutiennent le régime de Bachar el-Assad. Chaque partie est tentée de faire appel à ces camps pour renforcer ses positions sur la scène locale. C'est le cas notamment de cheikh Ahmad al-Assir, qui considère que le gros des troupes qu'il est en train de constituer doit venir du camp de Aïn el-Héloué et en particulier des membres de Jund el-Cham, via le frère de l'ex-chanteur Fadl Chaker, Abdel Rahmane Chmandour. Mais jusqu'à présent, les différentes organisations palestiniennes ont fait preuve d'une grande sagesse en plaçant la stabilité des camps en tête de leurs priorités et en évitant de se laisser entraîner dans la polémique intérieure libanaise au sujet du dossier syrien. Les comités de sécurité palestiniens ont donc réussi à rejeter toutes les offres qui leur ont été faites à Saïda, au Nord et à Beyrouth pour provoquer des troubles et participer à des manifestations, voire à des affrontements.

Mais la situation est désormais plus complexe avec l'afflux des Palestiniens venus de Syrie qui constituent une force non négligeable et qui grossissent les rangs des partisans du Hamas. Fort de ce qu'il considère comme sa victoire sur Israël, le Hamas pourrait ainsi être tenté de faire une nouvelle tentative pour contrôler les camps du Liban. Des sources sécuritaires libanaises craignent surtout des troubles au camp de Beddaoui au Liban-Nord. Ce camp, qui est resté l'un des plus calmes du Liban à travers toutes les crises traversées par ce pays, pourrait désormais devenir une nouvelle scène d'affrontements, étant très proche du quartier alaouite de Jabal Mohsen. Même à la période sanglante des combats de Nahr el-Bared, le camp de Beddaoui avait réussi à

rester à l'abri, devenant essentiellement un lieu d'asile pour les réfugiés. Aujourd'hui, des rapports sécuritaires font état de préparatifs pour entraîner ce camp dans une bataille avec Jabal Mohsen, et l'afflux de réfugiés palestiniens venus du camp de Yarmouk n'est pas pour arranger la situation, ces réfugiés étant motivés pour combattre le régime syrien et ceux qui le soutiennent. Les Tripolitains qui vivent dans l'angoisse de nouveaux affrontements, même concentrés dans certaines régions, évoquent désormais cette possibilité. Ils considèrent l'afflux de réfugiés palestiniens vers le camp de Beddaoui comme une bombe à retardement qui pourrait à tout moment embraser une partie de leur ville. Comme quoi, au Liban, un problème en cache toujours un autre.

Fides (Agence missionnaire du Vatican, 18 janvier 2013)

Hassakè, chef-lieu de la Mésopotamie (Syrie orientale), est une ville fantôme, isolée du reste du monde. La population souffre le froid, ne dispose pas de carburant, l'eau y manque et l'électricité n'y est distribuée qu'une heure par jour. Plus de 25 000 chrétiens –syro-orthodoxes, syro-catholiques, chaldéens et arméniens– massés dans la ville, dont nombre d'évacués des zones environnantes, lancent un cri d'alarme pour leur survie, par le biais d'un certain nombre de messages parvenus à l'Agence Fides.

« *La population souffre la faim et vit dans la terreur* », raconte le Père Ibrahim, prêtre résident à Hassakè. « *Chaque jour, à 15h00, des groupes armés vont et viennent dans les rues. Les enlèvements se succèdent, parfois accompagnés de demande de rançon. Ces jours derniers, deux frères de la famille Bashr et deux jeunes de la famille Fram ont été tués à bout portant en pleine rue. Les jeunes chrétiens sont menacés et terrorisés. 90 % d'entre eux se sont enfuis hors de la ville. Si les jeunes s'en vont, à quoi serviront nos églises ?* » dit-il désolé. Selon ce qu'indique à l'Agence Fides Georgius, étudiant chrétien dont la famille se trouve à Hassakè et qui s'est réfugié au Liban depuis quelques jours seulement, « *les miliciens arborant les drapeaux noirs du groupe Jabhat el Nosra ont pris pour cible tous les jeunes nés entre 1990 et 1992. Ils les cherchent, les accusent d'être des militaires du contingent et les tuent de sang froid. Ils veulent terroriser les jeunes pour les*

empêcher de s'enrôler ». La population d'Hassakè, éreintée, indique Georgius, « *crain*t l'assaut final contre la ville qui pourrait causer l'exode définitif des chrétiens d'Hassakè ».

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « L'armée syrienne a repris le contrôle de 80 % du territoire », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 21 janvier 2013, www.voltairenet.org/article177188.html